

Transition écologique: où sont les cohérences?

Texte collectif

À Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), ville moyenne en territoire rural, la colère des gilets jaunes s'est manifestée dans les zones commerciales de périphérie, et notamment devant les enseignes de la famille Mulliez pointées du doigt (Auchan, Leroy Merlin, Decathlon, Kiabi, Norauto, Flunch). Pourquoi?

La grande distribution a basé son organisation sur le « tout-automobile ». Les produits alimentaires viennent souvent de très loin, au détriment des agriculteurs bretons; la course aux marges se fait en embauchant une main-d'œuvre précaire et sous-payée. La prolifération des centres commerciaux a ainsi conduit à la fermeture des commerces de proximité dans les bourgs et a contraint les familles à prendre la voiture pour aller faire leurs courses. Dans ce contexte, les mesures du gouvernement, notamment la taxe sur les carburants, sont très durement ressenties par les travailleurs comme par les consommateurs. Quant à la récente loi en faveur d'une alimentation saine, durable et accessible à tous, même le président de la FDSEA des Côtes-d'Armor constate qu'« on nous a amusés pendant un an (avec les états généraux de l'alimentation - EGA) (...), on a l'impression que tout ça, ce ne sont que des mots ».

Les manifestants de Saint-Brieuc ont souligné que :

- la famille Mulliez est en train de liquider le secteur habillement de manière brutale ;
- 10 % des dépenses alimentaires et d'équipement en France

tombent dans les poches des Mulliez ;

- à la tête d'un volume d'actifs professionnels de 38 milliards d'euros, ils font l'objet d'une enquête pour soupçons de fraude fiscale ; cette enquête semble toujours en cours.

Autant de raisons qui nourrissent la colère des gilets jaunes. Cette réaction témoigne d'une grande cohérence. C'est pourquoi on retrouve des réactions identiques dans d'autres villes (Angers, Saint-Étienne...).

Or, à l'heure actuelle, la réponse du gouvernement, elle, est d'une totale incohérence. On prendra un seul exemple qui concerne justement la société immobilière du groupe Auchan et de la famille Mulliez.

Entre Paris et Roissy existe un espace agricole de terres céréalières très productives de près de 700 hectares. L'établissement public Grand Paris Aménagement a décidé d'en urbaniser 300 hectares pour faire un centre d'affaires, naturellement repeint en vert et, sur 80 hectares, EuropaCity, un gigantesque centre de commerces et de loisirs, porté par la société immobilière du groupe Auchan, allié à un investisseur milliardaire chinois. Considérant la saturation prévisible de l'autoroute A1, on invente pour desservir ce centre une gare du métro Grand Paris Express en plein champ, dont on s'empresse de déposer le permis de construire, alors que les études officielles ont prouvé que les comptes ne seront jamais équilibrés. Et, pour faciliter la venue des voitures, on envisage de construire un nouvel échangeur sur l'A1, autoroute la plus saturée d'Europe.

Les risques de pollution de l'air et de grande consommation d'énergie sont énormes. Tout cela au nom de promesses d'emplois et de fréquentation touristique invraisemblables.

Face à cette catastrophe coûteuse et nuisible, des entrepreneurs de l'économie sociale et des professionnels et chercheurs pluridisciplinaires, s'appuyant sur des expériences réussies dans d'autres métropoles, proposent un contre-projet, Carma (Coopération pour une ambition agricole rurale et métropolitaine d'avenir) ; ce projet porte une nouvelle agriculture périurbaine profitant au territoire, concourant de manière notable à améliorer la santé alimentaire des habitants et susceptible de devenir très vite l'élément fédérateur d'un territoire divisé par les limites administratives et fracturé par des équipements sans lien avec les habitants. Un programme ambitieux de transition écologique basé sur les relations urbain-rural, avec une mise en réseau régionale de toutes les opérations du même type en Île-de-France. Or que soutient le gouvernement : le projet de la famille Mulliez, avec un coût considérable pour les finances publiques, celui des nuisances et de l'urbanisation des terres agricoles, et naturellement, aucune aide accordée au projet Carma. Où est la cohérence entre les discours, les grandes réunions de concertation et les actes ?

Ce n'est qu'un exemple parmi bien d'autres qui ont été mis sur la table lors des consultations publiques.

Nous, signataires de ce texte, demandons que :

1) tous les grands projets en cours de ce type fassent l'objet d'un moratoire immédiat, en particulier ceux qui consommation des terres naturelles ou agricoles, et soient réexaminés à la lumière des impératifs et des temporalités de la transition écologique. Et en premier lieu et sans délai EuropaCity ;

2) pour tirer les leçons d'événements qui ont montré la relation étroite entre l'aménagement du territoire, les caractéristiques des productions, la question écologique et la question sociale, il soit engagé de manière décentralisée un débat réellement citoyen permettant de jeter les bases d'une « économie du réel » respectueuse des biens communs, à partir du vécu des personnes. ●

Signataires : Francine Bavay, ancienne vice-présidente EELV du conseil régional Île-de-France, élue du 11^e arrondissement de Paris, Julien Bayou, conseiller régional EELV Île-de-France, Martine Billard, ex-coprésidente du Parti de gauche, ancienne députée de Paris (2002-2012), Patrick Braouezec, président PCF Plaine Commune, Daniel Breuiller, métropole du Grand Paris, vice-président EELV délégué à la mise en valeur du patrimoine naturel et paysager, à la politique de la nature et à l'agriculture en ville, Marie-George Buffet, députée PCF de Seine-Saint-Denis, ancienne ministre, Gilles Clément, jardinier, paysagiste, botaniste, entomologiste, biologiste et écrivain, Marie Desplechin, journaliste et écrivain, Fabien Gay, sénateur PCF de Seine-Saint-Denis, Alain Liptetz, économiste, ancien député Les Verts européen, Didier Mignot, conseiller régional PCF d'Île-de-France, conseiller municipal du Blanc-Mesnil, Claire Nouvian, journaliste, productrice, réalisatrice, présidente de l'association Bloom, Mathilde Panot, députée FI du Val-de-Marne, Marie-Monique Robin, journaliste d'investigation, écrivaine, réalisatrice, Mounir Satouri, conseiller régional d'Île-de-France, AES, Christian Sautter, président de l'association France Active, ancien ministre, Pierre Serne, conseiller régional Génération.s d'Île-de-France, administrateur IDF Mobilités (ex-Stif), Danielle Simonnet, conseillère FI de Paris, élue du 20^e arrondissement.

Tribune France 14 Dec 2018